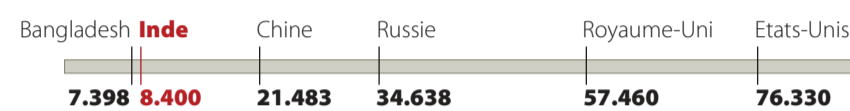


# En Inde, une croissance économique insolente, mais de sérieuses zones d'ombre

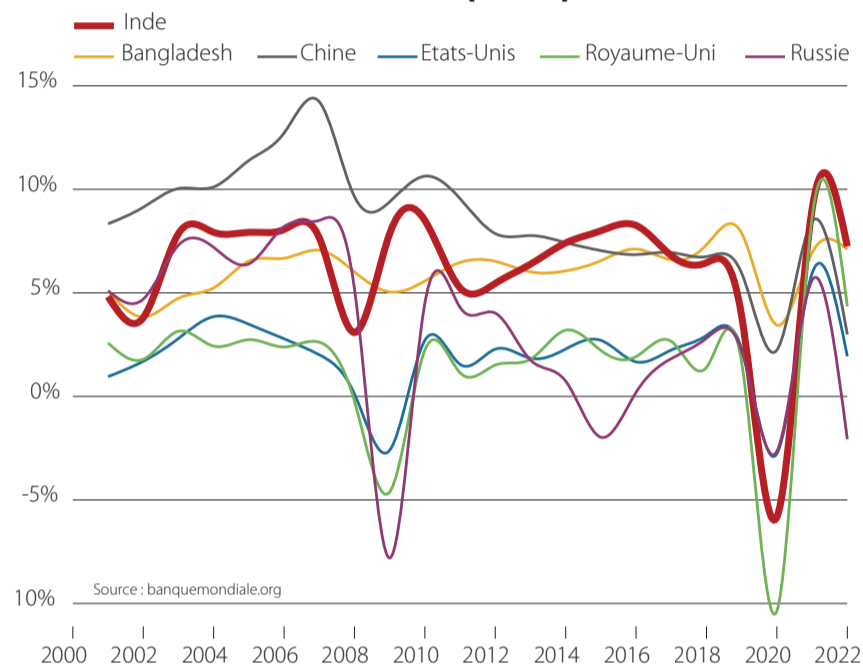
L'Inde conserve un taux de croissance à près de 7 %, qui lui a permis de devenir la 5<sup>e</sup> économie au monde. Mais les chiffres relatifs au revenu par habitant ou au degré de développement individuel la placent plutôt en bas du classement.

## PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat

En dollars, en 2022



## Taux de croissance du PIB (en %)



**Avec une croissance de près de 7 % depuis quelques années, peut-on parler d'un boom de l'économie indienne ?**

« Davantage qu'un boom, il s'agit plutôt d'une croissance soutenue qui, en fait, ne s'est pratiquement pas démentie depuis une vingtaine d'années, à l'exception des années covid » (2020-2021), détaille Olivier Da Lage, chercheur associé à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques, à Paris) et spécialiste de l'Inde. « Ces taux de croissance étaient déjà enregistrés sous le précédent gouvernement dirigé par le parti du Congrès de Manmohan Singh (2004-2014) et se sont poursuivis depuis l'arrivée au pouvoir, en 2014, du BJP de Narendra Modi. » Un Modi qui répète que l'Inde est en train de devenir une super puissance économique : « Cela fait partie de sa communication », décrypte Jean-Luc Racine, directeur de recherche émérite au CNRS et chercheur senior à l'Asia Center. « Un responsable d'un centre d'études proche du gouvernement a récemment déclaré que l'Inde était aujourd'hui "une oasis dans un monde aride". Il est vrai que l'Inde progresse en termes de PNB plus rapidement que la plupart des

autres économies : elle est devenue la 5<sup>e</sup> économie du monde, dépassant la France et le Royaume-Uni. » « C'est d'ailleurs un thème de la campagne », poursuit Jean-Luc Racine. « Modi dit à ses électeurs : donnez-moi un troisième gouvernement et nous deviendrons la troisième puissance économique du monde. C'est éventuellement possible puisque juste avant l'Inde, il y a le Japon et l'Allemagne qui ont des taux de croissance très bas. L'Inde pourrait donc occuper cette troisième place, loin cependant derrière la Chine. Mais il y a un revers à cette médaille : si l'on prend en compte le revenu par habitant tel que calculé par le Fonds monétaire international, l'Inde est alors le 138<sup>e</sup> pays au monde. Et en matière de développement humain, elle est 132<sup>e</sup> sur 146. » Quant à sa position dans le Hunger Index, qui mesure la satisfaction des besoins alimentaires, l'Inde se retrouve à une peu enviable 111<sup>e</sup> place sur 125. Bien loin donc de ce qu'on pourrait attendre de la 5<sup>e</sup> économie au monde.

## ANALYSE

VÉRONIQUE KIESEL

Du 19 avril au 1<sup>er</sup> juin prochains, 969 millions d'électeurs indiens seront appelés à élire leurs représentants à la chambre basse du Parlement. Une victoire du BJP (Parti du peuple Indien) signifierait un troisième mandat consécutif pour le Premier ministre Narendra Modi, au pouvoir depuis 2014.

Dans son omniprésente communication, Modi aime présenter l'Inde, désormais plus peuplée que la Chine, comme une superpuissance économique en devenir, mettre en avant son taux de croissance insolent, ses prouesses dans le domaine spatial et le triomphe des ingénieurs indiens partout dans le monde. Y a-t-il des zones d'ombre derrière ce narratif scintillant ?

Nous avons sollicité plusieurs experts pour tenter de décrypter les vrais et les faux de cette *success story made in India*.

**Le Premier ministre Narendra Modi célébrait, en août dernier, un grand succès spatial indien : la pose d'un robot sur une face inexplorée de la Lune.**

© AFP

## Quel rôle Narendra Modi a-t-il joué dans cette croissance ?

« Narendra Modi est arrivé au pouvoir à New Delhi auréolé de l'image d'un dirigeant favorable aux milieux d'affaires qu'il avait cultivée lorsqu'il dirigeait l'Etat du Gujarat », explique Olivier Da Lage. « Il a promis des simplifications administratives qui, pour certaines, ont été mises en œuvre et qui, pour beaucoup d'autres, se sont perdues dans les méandres de la bureaucratie. Il a repris de nombreuses mesures prises avant lui mais, en les renommant, a donné l'impression que c'est lui qui les avait lancées. Son charisme et son goût pour les formules choc ont incontestablement donné à une majorité d'Indiens le sentiment que leur pays décollait économiquement. L'un de ses projets phare, le "Make in India", consistant à obtenir des industriels étrangers non seulement qu'ils investissent en Inde, mais qu'ils y fabriquent aussi leurs produits, n'a pas connu le succès escompté. » « Le vrai père des réformes économiques qui ont relancé la croissance,

c'était en effet le précédent Premier ministre, Manmohan Singh, du Parti du Congrès », analyse Jean-Joseph Boillot, économiste, grand connaisseur de l'Inde et chercheur associé à l'Iris. « Durant sa décennie au pouvoir, de 2004 à 2014, la croissance était de 7,5 %. Avec Modi, on a à peine atteint les 6 %, avec certes le covid et la guerre en Ukraine. La gestion de Modi n'a pas été catastrophique, mais pas non plus très efficace. Il a par exemple créé un choc dommageable, la démonétisation, fin 2016, dont le but premier était de saper les finances des partis d'opposition. » Narendra Modi, en effet, le 8 novembre 2016, avait annoncé, à 20 h, que tous les billets de 500 et 1.000 roupies n'auraient plus de cours légal à minuit, « pour briser l'emprise de la corruption et de l'argent sale ». « Tout le monde est pris au piège », racontent Sophie Landrin et Guillaume Delacroix dans leur ouvrage *Dans la tête de Narendra Modi* (Solin/Actes Sud). « Tout d'un coup, 87 % de l'argent

liquide se volatilise, alors que plus de 80 % des employés touchent leur salaire en liquide. La démonétisation est l'illustration paroxystique de la manière d'agir de Modi. Arbitrage en catimini, annonce coup-de-poing, slogan, pas de service après-vente : la démonétisation ne pouvait conduire qu'au fiasco. » Au-delà de cette opération très controversée, le gouvernement Modi a cependant aussi modernisé plusieurs secteurs. « Il est certain que les infrastructures, surtout routières, ont été nettement améliorées ces dernières années », précise Jan Luykx qui, après une longue carrière dans la diplomatie belge, a rejoint récemment l'Institut Egmont. « Le gouvernement Modi a consacré une part croissante du budget à ce secteur, tant pour les routes que pour le rail, les ports et les aéroports régionaux. Un véritable corridor entre Delhi et Bombay, qui passe par le Gujarat, a ainsi été mis en place. Le ministre des Infrastructures routières, Nitin Gadkari, très pragma-

tique, a comblé de nombreuses lacunes. » Autre nouveauté saluée par l'expert de l'Institut Egmont, « l'introduction en 2017 du GST (Goods and Services Tax, NDLR), sorte de TVA nationale remplaçant un système dans lequel chaque Etat avait ses propres taxes. Pour transporter des marchandises d'un Etat à l'autre, il fallait longuement patienter aux postes frontières pour y payer ces taxes, de façon pas toujours très transparente. L'introduction du GST a facilité la création d'un marché interne unifié, sur le modèle de celui de l'Union européenne. » Enfin, poursuit Jan Luykx, « l'équipe Modi a aussi largement stimulé la digitalisation des services publics et des moyens de paiement pour la population. Il est désormais très simple de transférer, via un téléphone mobile, de l'argent, et de payer directement sans devoir passer par la banque et sans utiliser de l'argent liquide. » Et c'est via une carte numérisée que les Indiens peuvent désormais recevoir des subventions sur leur compte.

